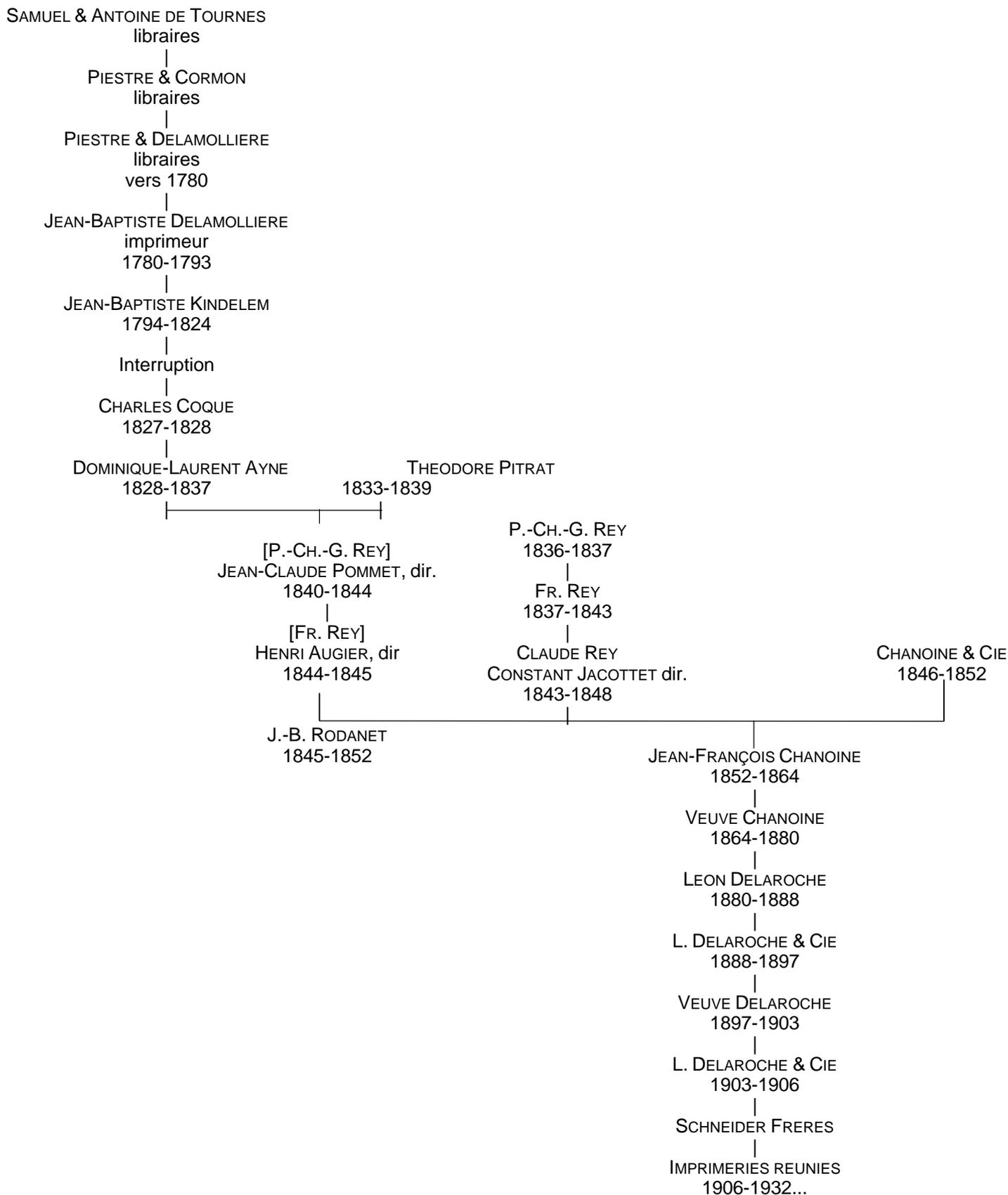


JEAN-BAPTISTE DELAMOLLIERE — IMPRIMERIES REUNIES

1780

1932



JEAN-BAPTISTE DELAMOLLIÈRE, rue Saint-Dominique (1780-1794).

« Led. [23 février 1759] J'ay baptisé Jean Baptiste, né aujourd'hui, fils de Nicolas Delamollière m^e Relieur de livres... ».

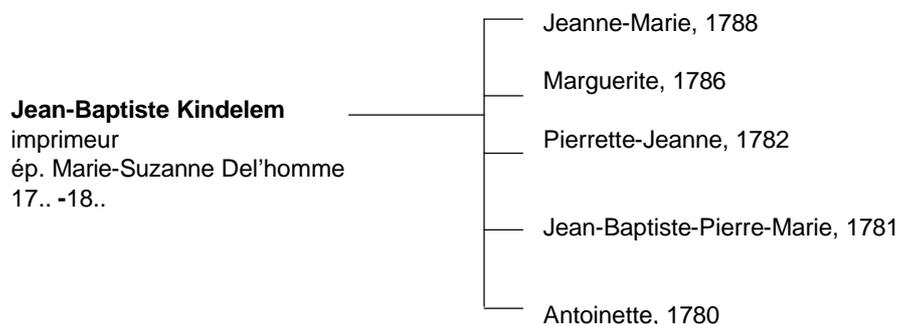
(Arch. Lyon, Saint-Nizier, reg. 106, f^o 22.)

« Lamollière Jean-Baptiste, imprimeur. »

(Les Monuments religieux des Brotteaux. Historique..., Lyon, 1925, p. xli.)



JEAN-BAPTISTE KINDELEM, rue et vis-à-vis de l'Archevêché [,3] (1794-1824).



Interruption (1824-1827).

CHARLES COQUE, rue de l'Archevêché, 3 (1827-1828).

Né à Lyon en 1789.

« L'an mil huit cent quarante-quatre le vingt-neuf mars à midi, ont comparu..., lesquels ont déclaré que Charles Jacques Coque, âgé de cinquante quatre ans et cinq mois, natif de Lyon, négociant demeurant rue Tramassac 30, célibataire..., est décédé hier soir à trois heures... ».

(Arch. Lyon, Décès, 1844, n^o1263.)

Dominique-Laurent AYNE, rue de l'Archevêché, 3, Jean-Claude POMMET, directeur (1828-1837).

« Le vingt-quatre octobre mil sept cent soixante-treize, est né à Neuville sur Saône Ayné Dominique Laurent fils de Ayné Laurent, et de Fagon Marie son épouse, demeurant ensemble à Neuville. L'acte a été passé à la Mairie le 25 octobre 1773 ».

(Arch. Neuville-sur-Saône [Rhône], Naissances, 1773.)

« Le vingt-six janvier mil huit cent cinquante sept, à neuf heures et demie du matin,... ont comparu... et Dominique Laurent Ayné, libraire, rue Saint-Dominique 2, âgé de quarante-huit ans, lesquels ont déclaré que : Dominique Laurent Ayné, âgé de quatre-vingt trois ans, natif de Neuville sur Saône (Rhône), imprimeur à Lyon, rue S^{te} Hélène, 32 (célibataire), fils des défunts Laurent et Marie Fagon, oncle du second comparant, est décédé avant hier... ».

(Arch. Lyon, Décès, 1857, n^o 303.)

THEODORE PITRAT, rue de l'Archevêché, 3 (1833-1841).

(Voir Théodore Pitrat.)

« Claude theodore fils de M^r Pitra et de Louise periot son épouse a été baptisé par moi soussigné le vingt quatre septembre de la presente année [1786] ».

(Arch. Lyon, Ainay, Naissances, 1786, f^o 41 v^o.)

« Le 27 février 1868, est décédé dans notre arrondissement, Pitrat Claude Théodore Libraire, domicilié 5 quai de l'Archevêché, né à Lyon, 82 ans, fils de feu Claude et de feu Louise Périot, époux de Marguerite Chartier... ».

(Arch. Lyon, 5^e arrt., Décès, 1868, n^o 242.)

CLAUDE REY, rue de l'Archevêché, 3, Jean-Claude POMMET, directeur (1839-1843).

« Le dix sept septembre mil huit cent dix sept, pardevant..., a comparu s^r Pierre Charles Guillaume Rey, fondateur de caractères à Lyon rue de l'Archevêché n^o1, lequel a présenté un enfant mâle né hier matin à

deux heures, de lui comparant et de d^{lle} Rose Millon son épouse, auquel enfant on a donné le prénom de Claude ».

(*Arch. Lyon*, Naissances, 1817, n° 3240.)

Au moment du décès de son père, en 1858, Claude Rey était « rentier à Morgon (Rhône) » ; j'ai donc fait rechercher son propre décès sur les registres de Villié : « il n'y a rien » me répond l'état civil.

CL. REY, rue de l'Archevêché, 3, Henri AUGIER directeur (1843-1845).

J.-B. RODANET, rue de l'Archevêché, 3 (1845-1852).

(Je n'ai découvert aucun acte concernant Rodanet.)

CHANOINE ET CIE, rue de l'Archevêché, 3 (1846).

Philippe-Joseph Chanoine

fabricant

ép. Jeanne Puy

Jean-François

imprimeur

ép. Marie-Anthelmette Gallay

1808 - 1864

CHANOINE ET CIE, place de la Charité, 16-18 (1846).

CL. REY, place de la Charité, 16, Constant JACOTTET directeur (1846-1848).

CL. REY, place de la Charité, 16 (1848).

CHANOINE ET CIE, place de la Charité, 16 (1848-1852).

JEAN-FRANÇOIS CHANOINE, place de la Charité, 18 (1852-1864).

« Le trois mai mil huit cent huit, pardevant..., a comparu Philippe Joseph Chanoine, fabricant, rue de la Vieille 190, lequel a présenté un enfant mâle, né hier soir à deux heures, de lui comparant et de Jeanne Puy son épouse... ».

(*Arch. Lyon*, Naissances, 1808, n° 1321.)

« Le vingt décembre mil huit cent soixante-quatre est décédé Jean François Chanoine, domicilié 61 rue Impériale, né à Lyon, imprimeur, fils de Philippe Joseph et de Jeanne Puy, époux de Marie Anthelmette Gallay [Gallet] ».

(*Arch. Lyon*, 2^e arrt., Décès, 1864, n° 3616.)

VEUVE CHANOINE, place de la Charité, 18 (1864-1866).

« Le seize frimaire, an douze [1803-1804] de la République française, est née à La Ragiaz, commune d'Hauteville, Marie Antelmette Galley, fille de Antelme Galley, cultivateur, et de Françoise Martel ».

(*Arch. Hauteville*, Naissances, 1804.)

La veuve de [Jean-]François Chanoine demeurait toujours, en 1879, rue de la République, 61. Cependant, l'état civil du 2^e arrondissement me répond : « Décès inconnu à Lyon 2^e de 1873 à 1885 ».

VEUVE CHANOINE, place de la Charité, 10 (1866-1879).

LEON DELAROCHE, place de la Charité, 10 (1879-1888).

Jules-Hippolyte Delaroche

agent de change

ép. Marie-Catherine-Elisabeth-Victoire

Chefdeville

Léon-Jules-Hippolyte

journaliste

ép. Marie-Henriette-Guérout

1837 - 1897

« Né à Paris le 17 mai 1837 ».

(Acte de décès, ci-dessous.)

« Le onze novembre mil huit cent quatre-vingt dix-sept, à trois heures du soir, pardevant..., lesquels ont déclaré que M. Delaroche, Léon Jules Hippolyte, imprimeur, gérant du journal *le Progrès*, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Lyon, rue Tête-d'Or, 2, né à Paris (Seine) le 17 mai 1837, fils légitime des défunts Jules Hippolyte Delaroche et Marie Catherine Elisabeth Victoire Chefdeville,... est décédé aujourd'hui à midi ».

(*Arch. Lyon*, Décès, 6^e arrt., 1897, n° 808.)

L. DELAROCHE ET CIE, place de la Charité, 10 (1888-1897).

VEUVE L. DELAROCHE, place de la Charité, 10 (1897-1903).
Morte à Lyon le 9 septembre 1903.

DELAROCHE ET CIE, place de la Charité, 10 (1903-1906).
Société en nom collectif. Bernard notaire.
(*Moniteur judiciaire*, 2 sept. 1921.)

IMPRIMERIES REUNIES, rue Rachais, 8 (1906-1909).
Société anonyme au capital de 625 000 francs, divisé en 1250 actions de 500 francs.... notaire
(... 1906.)

IMPRIMERIES REUNIES, rue Rachais, 8 (1909-1932...)
Société anonyme au capital de 800 000 francs, divisé en 1600 actions de 500 francs.... notaire.
(... 1909.)

Cette firme a été, de toute ma nomenclature, à beaucoup près la plus difficile à débrouiller, celle qui m'a donné le plus de mal et qui me laisse le plus de doutes ; et cela, à cause des lacunes que présente la documentation. D'abord, l'*Almanach de Lyon* qui, sans raison apparente ni sans explication, suspend brusquement, à partir de 1838 et jusqu'à 1853, la publication des listes d'imprimeurs. Ensuite, les recensements de la ville de Lyon qui cessent, eux, pendant les années 1848, 1849 et 1850, c'est-à-dire très exactement à l'époque où la complication dans la situation respective des imprimeries de Claude Rey, de Rodanet et de Chanoine devient véritablement inextricable. Il faut alors se rabattre sur la suscription même des livres, et ceux-ci, quand un hasard béni veut qu'on les retrouve, ne donnent pas toujours l'adresse des ateliers.

C'est donc sans sécurité que je vais dresser cette généalogie, compliquée et douteuse depuis le commencement jusqu'au plein exercice de Chanoine. À partir de ce stade, les doutes se dissipent, mais c'est alors la période la moins intéressante de cette firme plus de deux fois séculaire.

C'est au début du dix-huitième siècle qu'il faut rechercher l'origine de l'imprimerie de Kindelem.

En 1726, Jean-Jacques et Jacques de Tournes, de qui la famille habitait à Genève depuis 1585, se rendirent acquéreur[s] du fonds latin des libraires Anisson et Posuel de Lyon, et ils revinrent s'établir dans notre ville, tolérés, eux protestants, par le Consulat, mais sous les auspices et en quelque sorte la responsabilité morale du libraire catholique Antoine Servant¹.

Quarante ans plus tard, Samuel et Antoine de Tournes, leurs descendants, revendaient ce fonds à deux de leurs commis, Piestre et Cormon.

Et puis, Piestre, demeuré seul, s'associa, vers 1780, avec Jean-Baptiste Delamollière, qui annexa une imprimerie au fonds de librairie des de Tournes.

Mais bientôt, effrayé par les indices avant-coureurs de troubles graves, Piestre prit peur et se retira, laissant Delamollière s'accommoder seul d'une situation qui lui paraissait pleine de périls.

Delamollière était fils d'un relieur de livres, et il avait tout juste vingt ans lorsque se passaient les événements que je viens de rapporter. Il se jeta tête baissée dans cette entreprise et « monta » la plus belle imprimerie de Lyon : « huit presses de front, sur une même ligne », qui faisaient l'admiration du libraire Los Rios.

Delamollière fut l'un des fournisseurs les plus favorisés de l'Aumône générale qui,

certain jour, lui fait payer 259 livres pour quatre antiphonaires, quatre graduels, quatre missels, douze processionnaires et divers autres livres de chœur.

Quand vint le siège de Lyon, en mai 1793, notre imprimeur n'hésita point à prendre les armes contre les « représentants du peuple ». Il commanda, avec le grade de capitaine, les grenadiers du bataillon de Saône. Mais il fut dénoncé le 12 octobre, puis jugé et exécuté le 6 janvier 1794.

Les biens de Delamollière furent alors mis sous séquestre. Inventaire en fut dressé et son confrère Jean-Louis Maillet fut nommé administrateur de la succession, tout au moins de l'imprimerie, afin d'y pouvoir travailler au « maximum », ce fameux décret qui avait été pris en mai 1793 et avait fixé au blé un prix au-dessus duquel il ne pouvait être vendu. Mais Maillet demanda un peu plus tard « à être déchargé de toute responsabilité en rendant les clés »². Il semble bien qu'à ce moment le fonds de Delamollière ait été attribué à Kindelem, mais je n'ai aucune preuve formelle de cette dévolution.

Je n'ai pu non plus découvrir l'origine de ce Kindelem qui, ayant épousé je ne sais où, ni quand, Marie-Suzanne Del'Homme, eut d'elle cinq enfants à Lyon, sur le territoire de la paroisse Saint-Nizier, entre 1780 et 1788. Ayant constaté sa présence à Belley pendant les premières années de la Révolution, j'avais supposé que ce pouvait être sa ville natale ; que, effrayé par la menace d'événements prochains, mon imprimeur avait pu s'y retirer. M. le baron d'Allemagne a bien voulu rechercher pour moi la trace de Kindelem dans cette ville, antérieurement à 1780, époque où j'avais supposé que l'imprimeur lyonnais avait pu s'y marier. Ses investigations ont été vaines.

En tout cas, Kindelem séjourna à Belley pendant quelques années après 1790, imprimant maints opuscules, notamment une *Bibliothèque des villages*, de Berquin, pour la famille d'Allemagne, et [une adresse] *Les Citoyens de la commune de Belley à la Convention nationale*, 1794.

Et puis, tranquilisé sans doute par la réaction thermidorienne, Kindelem rentra à Lyon après la chute des terroristes et s'établit aussitôt dans l'imprimerie de Delamollière, « la plus belle de Lyon ».³ Il laissait à Belley un atelier qui passa à Verpillon, puis à Sauzey, et qui est aujourd'hui aux mains de Chaduc.

En 1810, au moment de l'enquête qui précéda la réorganisation de l'imprimerie, Kindelem était « avantageusement connu ». Il possédait huit presses, mais trois d'entre elles seulement étaient en activité, et Kindelem y occupait treize ouvriers dirigés par un prote.

En 1813, il imprime le *Journal de Lyon*, que publiait Roger depuis 1810, cette feuille semi-officielle « publiée sous les yeux et sous l'impulsion de l'Autorité, chargée de rassurer les esprits ». Ce journal passa à Ballanche en 1814, et Roger le reprit en 1817, après le départ de ce dernier pour Paris.

Kindelem publia aussi, en 1815 et 1816, le *Journal du département du Rhône*.

À la fin de l'année 1824, cet imprimeur, venu on ne sait d'où, alla on ne sait où. Le local qu'il occupait « rue et en face de l'Archevêché », c'est-à-dire au numéro 3 de cette voie, passa, après une interruption de trois ans, aux mains de Charles-Jacques Coque. Ancien imprimeur breveté de l'atelier de Jean-Joseph-Victor Guilloud, qui exploitait un atelier rue de Bourbon numéro 1, Coque, dépossédé de la situation qu'il y occupait ensuite de la vente qui en fut faite à Dominique-Laurent Ayné, avait acquis

l'imprimerie que possédait rue Saint-Dominique la veuve Buynand, fille de Jean-Marie Bruyset. Coque n'exerça, rue de l'Archevêché, que pendant fort peu de temps. Il semble s'y être fait une spécialité des publications relatives à la liberté de la presse qui était alors à l'ordre du jour⁴.

En 1828, Coque disparaît à son tour et l'atelier de la rue de l'Archevêché passe à Dominique-Laurent Ayné, que nous venons de voir acquérant le fonds de Guilloud. Je crois qu'Ayné n'avait jamais exploité l'atelier de la rue Bourbon ; qu'il ne l'avait acquis que dans le but de se procurer un matériel. Il exerçait la librairie en société avec son frère, rue Saint-Dominique, et c'est là sans doute qu'il avait transporté le matériel de Guilloud, c'est-à-dire trois presses garnies, vingt-quatre paires de châssis, six rangs en bois dur, quarante-deux paires de casses et seize tiroirs de caractères pesant 1138 kilos. Il est probable qu'au moment de l'acquisition de l'atelier de Coque, tout ce matériel prit le chemin du numéro 3 de la rue de l'Archevêché.

En 1834, les choses se compliquent. Ayné paraît n'être plus le seul imprimeur dont l'atelier se trouve dans cet immeuble. Il y demeure avec Théodore Pitrat, ce « légitimiste ultra, un peu fou », de qui nous verrons le fils aîné, François, succéder en 1866 à Simon Barret dans l'atelier de la rue Gentil (voir Barret) et qui, lui, Théodore, avait tenu jusqu'ici, depuis 1814, une imprimerie rue du Pérat, puis place Confort (voir Pitrat). Ayné occupe le premier et le quatrième étages de la maison, alors que Pitrat a l'entresol et le deuxième. Mais à partir de 1837, c'est-à-dire du moment où Ayné disparaît, Pitrat occupe les deux locaux.

C'est que Pitrat avait dû abandonner l'imprimerie⁵. Cédant à des sentiments d'un dangereux altruisme, ce légitimiste, qui appelait à grands cris le suffrage universel, s'était laissé dépouiller. Au mois d'octobre 1832, ému par la crise qui menaçait la classe ouvrière, il avait ouvert dans ses bureaux une souscription en faveur des travailleurs atteints par le chômage et mis à leur disposition des secours en argent et en nature. « On accourut, dit un biographe. Ce fut un envahissement de misères et de douleurs. Le cœur de M. Pitrat ne put y tenir. Sans attendre l'arrivée des fonds et des vêtements, il distribua aux premiers arrivés tout ce qu'il avait. C'était sublime mais, hélas ! peu pratique... Quand il fallut régler avec les fournisseurs, les dons avaient tellement dépassé les recettes que, pour faire honneur à sa signature, Pitrat fit porter au Mont-de-Piété toute son argenterie qui, n'ayant pu être retirée, fut vendue par le ministère des commissaires priseurs ».

La famille de Pitrat jugea que la bonté a des inconvénients et des dangers ; elle protesta et « on démontra au père de famille qu'il devait se retirer ». Vingtrinier, qui nous raconte l'odyssée lamentable, semble la placer en 1832 et la retraite de Pitrat un peu après. Cependant, à ce moment, il n'avait pas encore remplacé Ayné, puisqu'il ne le fit qu'en 1837 et que nous le retrouvons, imprimant toujours au numéro 3 de la rue de l'Archevêché, en 1841 (*Histoire de l'inondation de 1840*). D'ailleurs, son fils François qui, dit-il, « le sauva », n'avait que 14 ans en 1832.

En réalité, Théodore Pitrat se retira en 1841. Il gagna Paris et, près de son fils Stéphane, s'y occupa d'éditions de publications littéraires. Il y débuta par un volume du chevalier Pourret des Gands, *Le Commandeur d'Argental*, dont la scène se déroulait dans son pays d'origine, Bourg-Argental⁶.

On a prétendu aussi qu'à Théodore Pitrat succéda, en 1842, son fils François, à qui

l'on aurait « imposé l'association d'un homme plus âgé qui avait été apprenti correcteur » chez son père ; mais que, « voyant que la conduite de son associé le menait à la faillite, il obtint une séparation à l'amiable en 1844 ». Je ne conteste point tout cela, mais je n'ai rien trouvé de pareil dans tous les documents que j'ai consultés et, notamment, dans les recensements de 1842 et 1844. J'y ai vu, au contraire, que la double imprimerie d'Ayné et de Pitrat était passée en 1840 aux mains de Jean-Claude Pommet qui devint, en 1841, s'il ne l'était déjà, gérant du *Réparateur*, et qui devait écrire en 1844 *Considérations sur le parti royaliste et sa situation présente dans les provinces*.

En 1844, par exemple, l'affaire — cette affaire si embrouillée déjà — se complique encore : l'atelier de Pommet passe à Henri Augier. Mais ce nom fut inscrit sur le registre du recensement seulement après que le scribe y eut mis, puis raturé, celui de « C. Rey ». Et je serais bien tenté de croire, en effet, que l'imprimerie de Pitrat, gérée seulement par Pommet, avait naguère été acquise par [Pierre-]Charles[-Guillaume] Rey [voir ce nom], un fondateur de caractères de la place Saint-Jean, propriétaire de la maison de la rue de l'Archevêché où Pitrat avait exploité son atelier et qui avait peut-être à sauvegarder quelque créance en péril. D'ailleurs, cet Henri Augier était un jeune avocat nîmois encore au stage (1838-1844) qui, depuis des années, demeurait au numéro 6 de la place Saint-Jean, maison où habitait aussi Charles Rey.

Après Augier, qui ne fut peut-être qu'un administrateur plus ou moins judiciaire de l'imprimerie Pitrat, celle-ci semble avoir passé à Jean-Baptiste Rodanet, et cette nouvelle direction ne va pas, comme on le verra, contribuer à faire la lumière dans cet imbroglio.

Rodanet avait pour associés Genet et Brun. Ils prirent en main l'imprimerie de Pitrat en 1845, mais je n'ai pu les suivre au-delà de 1847 parce que, je le répète, en 1848 la série des recensements de la Ville s'interrompt brusquement pour ne reprendre, d'ailleurs pour une année seulement, qu'en 1851, et que, d'autre part, la publication des listes d'imprimeurs de l'*Almanach de Lyon*, suspendue en 1838, ne reprendra, elle, qu'en 1854.

Mais, en 1846, de nouveaux faits vont augmenter encore l'obscurité des documents. François Chanoine, de qui je parlerai longuement plus loin, crée dans les premiers mois de cette année 1846, une imprimerie au numéro 16-18 de la place de la Charité. Il y a pour associé certain Constant Jacottet qui, comme par hasard, se trouve être le gendre de Théodore Pitrat. Chanoine fonde là plusieurs petits journaux éphémères : *L'Indiscret*, *L'Abeille*, *Le Miroir*. Créé en août 1846, ce dernier est signé par Chanoine et C^{ie} jusqu'au 16 novembre de cette année-là, puis, le 29, le numéro est signé par Cl. Rey, de qui Jacottet est le directeur, et ainsi jusqu'au 12 mars 1848, où Jacottet disparaît. Or, ce Cl. Rey, c'est le fils cadet de Charles Rey, acquéreur de l'imprimerie de Pitrat !

Contrecarrées et par l'absence de documents et par les contradictions de ceux qui existent, mes déductions seraient donc extrêmement fragiles si je ne me trouvais secondé par un dossier que je dois à l'amabilité d'un ami : c'est une enquête sur l'imprimerie lyonnaise faite par un contemporain des faits que je rapporte ici, un imprimeur du nom de J.-E. Albert, qui dirigea l'Imprimerie catholique de la rue de Condé, acquise par Vitte et Perrussel en 1883.

Voici un feuillet de ce dossier :

1816- Kindelem (J.B) rue de l'archevêché
1819 .
Ayné ?
Pomet
Chanoine, transféra l'imprimerie place de la Charité
1^{re} Chanoine
Delaroche (L) & Co. (voir la note Chanoine) "

Et en voici un autre – c'est précisément la « note Chanoine » dont on parle ici :

" Chanoine fut d'abord professeur à l'école
cléricale de St Pierre
puis correcteur
ensuite prote chez J B Delagaud.
En 1847 (publié 1848) il se mit à imprimer à
son compte, il avait deux établissements l'un
avenue de l'archevêché, l'autre place de la Charité.
Constant Jacottet fut associé avec lui, Jacottet
était protestant mais il abjura et embrassa la
religion catholique "

Et je fais le raisonnement suivant :

Puisque Constant Jacottet, gendre de Théodore Pitrat⁷, et établi place de la Charité 16, était associé, en tout cas collaborateur, de François Chanoine, et que celui-ci « avait un établissement avenue de l'Archevêché », cet établissement-là était à peu

près certainement celui de Pitrat, bien qu'Albert n'en cite point le nom. Or Jacottet, ainsi que je viens de l'écrire et comme en témoigne aussi la suscription des *Éphémères* de Souлары, était directeur de l'« Imprimerie de Rey », donc l'imprimerie acquise par ce dernier était bien celle de Pitrat : je crois ce syllogisme irréfutable.

Laissons tout cela, et passons au moment où Chanoine, enfin à la tête de tous ces « établissements » — celui de Claude Rey, celui de Pitrat, celui de Rodanet et le sien propre, si tant est que deux ou trois ne se confondent pas —, Chanoine est enfin seul.

Naguère professeur à l'école cléricale de Saint-Pierre, Chanoine était sorti en 1846 de chez Jean-Benoît Pélagaud, où il avait été correcteur, puis prote. Il semble qu'il ait à ce moment créé place de la Charité 18, avec quelque technicien en disponibilité, une imprimerie où, cette année même (1846), il imprima *L'Abeille*, *L'Indiscret* et *Le Miroir*, qui sont signés Chanoine et C^{ie}. Chanoine était la tête et il avait pour compagnie l'imprimeur dont il ne pouvait se priver, puisqu'il ne possédait pas de brevet.

Qu'arriva-t-il alors, c'est-à-dire entre 1846 et le moment où Chanoine et C^{ie} furent devenus Chanoine tout court, c'est-à-dire 1852 ? Il serait imprudent de rien affirmer. Il est probable, puisqu'Albert nous le dit, que Chanoine acquit l'imprimerie de Pitrat qu'exploitait Charles Rey rue de l'Archevêché, sous la gérance d'Henri Augier ; qu'il acquit aussi l'atelier que Claude Rey dirigeait place de la Charité, atelier qu'il avait lui-même fondé en 1846 ; puis, à partir du moment où il fut subrogé au brevet de Jean-Baptiste Rodanet⁸, il exploita, avec Schneider pour directeur, la double imprimerie sous son propre nom. Il est donc certain qu'aucun des « deux établissements » qu'« avait » ainsi Chanoine en 1847 ou 1848 ([selon] Albert) ne pouvait être celui de Rodanet, puisque celui-ci exploitait encore son brevet en 1852 (*Le Messager*, de Saurimont), et qu'il ne put le céder qu'à cette date.

On voit combien cette généalogie industrielle est encore obscure. Seuls des documents nouveaux permettraient de l'élucider.

Ardent légitimiste avant les événements de février 1848, républicain véhément aussitôt après, Chanoine, dès le 2 décembre, se découvrit un[e] âme foncièrement impérialiste. Il était imprimeur du *Salut public* et de la préfecture, et l'on se demandait si tant de palinodies étaient « spéculation ou conversions » successives et miraculeuses !

Clément Durafor (Clair Tisseur⁹) a brossé de Chanoine un portrait qui ne manque pas d'être fort ressemblant : « Parti de très bas, dit-il, d'abord séminariste, puis correcteur d'imprimerie, puis imprimeur, il avait gagné beaucoup d'argent grâce aux impressions du Paris-Lyon-Méditerranée¹⁰. Il était catholique et légitimiste, mais de cette nuance de la *Gazette de France*, laquelle, sous Louis-Philippe, réclamait le suffrage universel. Son ambition la plus chère était de posséder un journal à lui. Il ne fallait pas songer à une sous-*Gazette de France* mais le journal pouvait avoir des tendances démocratiques et se montrer sympathique aux idées religieuses. D'ailleurs Chanoine tenait beaucoup moins à défendre des idées qu'à posséder une influence »¹¹, et c'est bien pourquoi, lorsqu'il écrivait à Eugène Beyssac, le 13 juillet 1859, au sujet du projet qu'ils avaient formé de fonder un journal, il lui disait : « J'ai la ferme confiance qu'à nous deux nous monterons *une belle machine* qui nous donnera gloire et profit ». Je ne sais si Chanoine et Beyssac furent pour beaucoup dans le succès ultérieur de leur feuille, mais, certes, la *machine* fut une *belle machine* !

Le *Progrès* fut donc fondé et Chanoine en devint, sinon l'unique propriétaire, ainsi qu'il le laissait entendre sur le journal même, mais le gérant. « C'était la vanité qui avait poussé Chanoine à créer un journal qui lui appartînt, écrit J. Beyssac, et c'était l'existence du *Courrier [de Lyon]* et du *Salut [public]* qui l'avait amené, lui légitimiste, à accepter que ce journal fût un journal libéral »¹². Cette félicité ne dura pas longtemps. Chanoine, qui avait fondé *Le Progrès* non seulement avec Beyssac mais avec Béraud et Frédéric Morin¹³, trouva moyen, à force d'intrigues et de duplicité, de se débarrasser de tout ce monde, et ce fut la fin de cette quiétude dans laquelle il avait vécu jusque-là.

Chanoine mort, le journal, écrit J. Beyssac, « perdit toute apparence d'œuvre intellectuelle pour devenir, entre les mains de sa veuve, une entreprise commerciale quelconque ». Quant à son caractère politique, un rapport de police de 1869 le définit ainsi, et ce fut la punition de cet homme dont les opinions bigarrées s'adaptaient à tous les régimes : « Journal de l'union démocratique, radical pour le public, mais susceptible d'accommodements pour l'administration ».

L'imprimerie de Chanoine fut donc, après sa mort, exploitée par Antoinette [i.e. Marie-Anthelmette] Galley, sa veuve, avec la collaboration de Schneider l'aîné. En 1879, elle en confia la direction à Auguste Waltener (voir Pelzin). Mis en vente en juillet 1880, *Le Progrès* et l'imprimerie furent adjugés à un « ancien employé de la maison », Tournery, mais ce fut pour passer aussitôt à Léon Delaroche, ex-administrateur du *Petit Lyonnais*, Parisien transplanté, qui, en 1889, confia la direction de l'atelier à Décléris¹⁴. Il fut décoré de la Légion d'honneur l'année suivante.

L'atelier de Kindelem était donc devenu à ce moment une imprimerie commerciale et administrative. Il fut un temps où, cependant, on imprimait fort bien « chez Delaroche ». Je possède, sortant de cette officine, quelques opuscules parfaitement honorables, et notamment la rarissime plaquette intitulée *La Brochure « Encore Lugdunum » du baron Raverat*, dont il fut tiré seulement « douze exemplaires non mis en librairie », la mort du baron « étant survenue au moment de l'impression ». L'auteur de ce véritable pamphlet, le savant Auguste Allmer, qui ne la signa point, y prenait cruellement à partie Raverat, de qui, disait-il sur le titre même, la brochure n'est qu'« un tissu d'inepties depuis le commencement jusqu'à la fin ». Espérandieu, dans la notice qu'il consacra à Allmer après sa mort¹⁵, prétendit qu'il ne restait plus qu'un exemplaire de cette plaquette : le sien. J'en possède un autre sur jupon : il en reste donc *au moins* deux.

Après la mort de Delaroche, son imprimerie, qui en 1888 avait pris le nom de Delaroche et C^{ie}, fut recueillie par sa veuve qui l'exploita sous son nom pendant six ans. Elle mourut, chevalier de la Légion d'honneur, en 1903.

À cette époque, atelier et journal devinrent la propriété d'une société constituée entre Léon et Henri Delaroche, neveux et héritiers des époux Delaroche. Ils firent du premier, en 1906, les Imprimeries réunies, objet de la fusion des imprimeries Delaroche et C^{ie} et Schneider frères, exploitées depuis au numéro 8 de la rue Rachais, sous la gérance de directeurs successifs.

J'ai lu [i.e. vu] sur une plaquette imprimée par Léon Delaroche en 1881, *Conférence sur l'enseignement du dessin*, de Charvet, une marque imitée très exactement de celle dont se servit Jean I de Tournes, et que Cartier a appelée « Lac d'amour »¹⁶. Delaroche, cet agent de change fait imprimeur par la grâce de je ne sais quelles

circonstances, aurait-il connu son ascendance industrielle ? Ou bien, ce que je crois — le hasard a de ces fantaisies —, cet emblème ne serait-il point une marque propre à Charvet qu'une singulière coïncidence aurait mise entre les mains du journaliste Delaroche trois cents ans après qu'elle eut été créée par son lointain prédécesseur ?

Fondateur en province du journal de grand format à cinq centimes, Léon Delaroche avait fait de son *Progrès* l'un des journaux les plus importants de cette province. « Sa bienfaisance, dit-on, était proverbiale et ses nombreux ouvriers le vénéraient ainsi qu'il méritait de l'être. » Il avait d'ailleurs créé dans ses ateliers une caisse de secours à laquelle il versa une somme de 10 000 francs. « Combien, ajoute le même biographe, nous avons à la mémoire les soins dont il faisait entourer ceux de ses ouvriers terrassés par la maladie ; en ce cas sa générosité n'avait point de limites, et bien des veuves et des orphelins peuvent en témoigner ».

Bibliographie

Sur Chanoine :

C. Durafor, « Frédéric Morin », *Revue du siècle*, 1895?

J. Beyssac, « La fondation du journal *Le Progrès* », *Bulletin de la Société littéraire de Lyon*, 1910, p. 63.

Sur Delaroche et madame Delaroche :

Bulletin des maîtres-imprimeurs de Lyon, 1897, p. 86.

Le Progrès de Lyon, 12, 13, 14 et 15 novembre 1897.

« Madame Léon Delaroche », *Bulletin des maîtres-imprimeurs de Lyon*, 1903, p. 111.

Portrait :

| Thomas et Gauthron |, gravure sur bois, *Livre d'or de l'Exposition universelle de 1894*, p. 113.

1. Cf. Alfred Cartier, *Bibliographie des éditions des de Tournes*, Paris [1937]. C'est Audin lui-même qui met entre crochets la date de publication. Pour les raisons de cette incertitude et une description des péripéties éditoriales de cet ouvrage — dont Audin fut l'imprimeur et fournit une introduction —, voir Alan Marshall, « Marius Audin, Stanley Morison et la publication des *Livrets typographiques* et de la *Bibliographie des De Tournes* », *Bulletin du bibliophile*, 1994/2, Paris, 1994, p. 369 - 385.]

2. *Arch. Rhône*, série Q, n^{os} 49, 50 et 96.

3. Vingtrinier, p.405. (AM)

4. Cf. *Catalogue de la bibliothèque lyonnaise de M. Coste*, I, 261.

5. Il s'agit, semble-t-il, d'un abandon temporaire de son imprimerie, car Pitrat fut emprisonné pendant quinze mois vers 1833. (Cf. notice sur Théodore Pitrat.) (AM)

6. Selon l'état civil, Théodore Pitrat fut né à Ainay, Lyon.

7. *Arch. Lyon*, Recensements, 1842-1844.

8. *Liste impériale de 1859*, *supra*. p.

9. Barthélemy-Clair Tisseur (1827-1895), architecte passionné de l'histoire de Lyon, il fonda l'Académie du Gourguillon. Il écrivit sous son propre nom, mais plus souvent sous le pseudonyme de Nizier de Puitspelu.

10. Le compagnie de chemin de fer concessionnaire du réseau du Sud-est, appelé communément P.L.M.

11. *Revue du siècle*, 1895

12. *Bulletin de la Société littéraire de Lyon*, 1910, p. 80.

13. Frédéric Morin (1823-1874), ancien élève de l'École normale supérieure, démocrate-chrétien convaincu, il fut révoqué, en 1852, pour refus de serment à l'Empereur. Auteur du *Dictionnaire de philosophie et de théologie scolastique*. (AM)

14. Decléris père, né à Lyon en 1823, fut apprenti chez la veuve Ayné à l'âge de quinze ans avant de passer, cinq ans plus tard, chez Barret pour y occuper le poste de prote. Il resta chez Barret jusqu'en 1863 quand il rejoint l'Association typographique lyonnaise comme directeur, avant de diriger les ateliers du *Salut public* de 1866 à 1889. Il devint ensuite directeur chez Delaroche (remplaçant M. Perroux, parti à Mâcon) où il resta trois ans. Puis, en 1892, s'associa avec son fils pour créer sa propre imprimerie que *L'Intermédiaire des imprimeurs* décrit en 1897 comme l'« une des plus prospères de Lyon ». Marius Audin travailla, de 1910 à 1919, pour Decléris fils en tant que directeur des *Petites affiches*. Après la mort de son employeur il racheta le fonds de cette maison qui devint ainsi la Maison des Deux-Collines. (Voir : *L'Intermédiaire des imprimeurs*, Lyon, 15 mars 1897 ; Alan Marshall, *Impressions de Marius Audin, un imprimeur érudit de l'entre-deux-guerres*, Musée de l'imprimerie, Lyon, 1995, p. 12.) (AM)

15. *Revue épigraphique du Midi*, 1899-1902, IV, 65.

16. Alfred Cartier, *Bibliographie des éditions des de Tournes, imprimeurs lyonnais*, Éditions des bibliothèques nationales de France, Paris, 1938, p. 45.